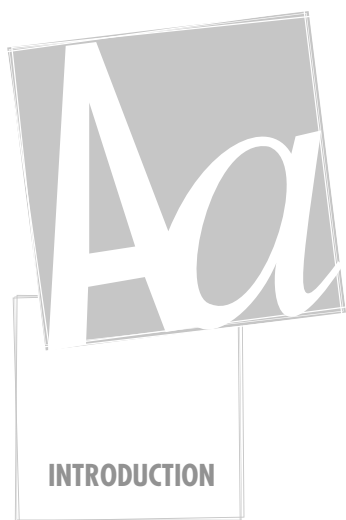


Mémoire et commémorations en Allemagne, 25 ans après la chute du Mur

Un dossier dirigé par Jérôme Vaillant



Essai d'introduction sur un sujet complexe

La profusion des commémorations n'est pas propre à l'Allemagne. Jean-Louis Georget montre bien dans le premier article de ce dossier que si la culture mémorielle occupe une place centrale en Allemagne, celle-ci s'inscrit également dans un mouvement plus vaste qui touche l'ensemble de la culture historique occidentale en période de médiatisation accrue et d'incertitudes pour l'avenir. En raison de son passé, cette profusion prend pourtant une connotation différente en Allemagne par rapport à d'autres pays, la confrontation au passé est devenue un élément intégrant de son identité : confrontation au passé national-socialiste en premier lieu mais aussi confrontation au passé de la dictature communiste en RDA. Il ne s'agit pas de mettre les deux dictatures sur le même plan : le III^e Reich comme le « régime SED » ont été tous deux des dictatures, mais le premier a été sans comparaison possible le régime criminel qui ne cesse de tirailler les consciences en Allemagne. Si le régime communiste en RDA a été criminel, c'est moins en raison d'une spécificité propre à la RDA que comme partie stalinisée d'un tout, de l'empire soviétique.

La mémoire de 1914

Il est frappant de constater que si l'Allemagne, entraînée par ses partenaires et ses alliés, a bien trouvé progressivement sa place dans le concert des commémorations

du centenaire de 1914 – B. Zunino montre dans son article consacré à cette question que l'intérêt qu'on y a porté en Allemagne a été « aussi important qu'imprévisible » –, l'importance insigne de la Première Guerre mondiale continue de résider pour elle dans le fait qu'elle a été la « catastrophe originelle » qui a conduit à la catastrophe du vingtième siècle qu'ont été la Seconde Guerre mondiale et la shoah. À cela s'ajoute que si l'on peut valablement partager des avis différents sur les responsabilités des belligérants dans le déclenchement de la Première, il n'en va pas de même pour la Seconde, pour laquelle l'Allemagne porte pleinement la responsabilité de son déclenchement. 14-18 n'a pas été pour l'Allemagne la « Grande guerre » qu'elle a été pour la France, pas seulement parce qu'elle en est sortie vaincue mais qu'elle en a encore été accusée d'en porter seule la responsabilité. Dans le double contexte du centième anniversaire du début de la Première Guerre mondiale et du soixante-quinzième de celui de la Seconde – passé inaperçu en France, mais commémoré en Allemagne – le débat provoqué par la publication en allemand du livre de l'historien britannique d'origine australienne, Christopher Clark, *Die Schlafwandler* (Les somnambules. Comment l'Europe a été entraînée dans la Première Guerre mondiale), n'a pas eu, comme on a pu un moment le croire, la portée d'un nouveau « débat entre historiens » parce

que ceux-ci sont, de par le monde, depuis pas mal de temps déjà plutôt d'accord pour dire que l'Allemagne a sans aucun doute voulu la guerre, mais pas plus que les autres puissances, aucune ne cherchant à résoudre la crise de juillet 1914, toutes voulant en découdre pour clarifier le rapport de forces en Europe – sans soupçonner que cette guerre allait signifier le début de son déclin dans le monde au profit des États-Unis.

25^e anniversaire de la chute du Mur et rappel du 9 octobre 1989 à Leipzig

Dans ce double contexte, certes passionnant mais plus pour les milieux politiques et intellectuels et universitaires que pour l'ensemble de la population, l'anniversaire qui a sans doute le plus marqué en Allemagne en 2014 a été celui de la chute du Mur, 25 ans plus tôt. Dominique Herbet évoque la difficulté de fêter cet événement majeur et heureux de l'histoire allemande : il a fallu préférer au 9 novembre trop connoté par le 9 novembre 1938, journée des pogromes anti-juifs de la Nuit dite « de cristal », et le 9 novembre 1923, date de la tentative de putsch de Hitler à Munich, le 3 octobre pour fêter le retour à l'unité nationale. Au 3 octobre on ne peut pourtant associer aucun autre événement que la date d'entrée en vigueur du traité d'unification, choisie délibérément et suffisamment tôt par le chancelier Kohl pour que la RDA ne fête pas son 41^e anniversaire. Il y aurait pourtant bien eu un jour qui aurait mérité d'être mis en exergue en dehors de la chute du Mur, c'est la grande manifestation du lundi 9 octobre 1989 à Leipzig qui rassembla des dizaines de milliers de citoyens est-allemands pour affirmer, aux cris de « Nous sommes le peuple », leur volonté pacifique de transformer la RDA et en consacra, au bout du compte, la fin, le SED renonçant à recourir à la répression « à la chinoise » ou « à la chilienne », comme il s'y était pourtant préparé. Sur place, à Leipzig, le dialogue entre représentants des manifestants et du pouvoir évita une issue sanglante alors qu'une partie du SED cherchait le moyen de remplacer un Erich Honecker dépassé par les événements. En

renonçant à la répression sous la pression du peuple, le SED renonçait à exercer sa domination même s'il n'a accepté de partager son pouvoir qu'ultérieurement, quand il était déjà trop tard. C'est du 9 octobre que date la victoire du peuple de RDA sur son régime, abandonné par ailleurs que celui-ci était par son « grand-frère » soviétique mis au diapason gorbatchévien, une donnée essentielle que Gorbatchev avait énoncée lors de sa visite à Berlin-Est pour les festivités du 40^e anniversaire de la fondation de la RDA le 7 octobre 1949, affirmant que l'Armée rouge resterait dans ses casernes.¹ Le 9 octobre a été une journée historique, mais il lui manquait, il est vrai, la dimension interallemande qu'a eue l'ouverture du Mur un mois plus tard, réunissant dans une véritable communion Allemands de l'Est et de l'Ouest. À Leipzig, l'événement était resté l'affaire des seuls Allemands de l'Est et ne constituait pas un moment partagé avec les Allemands de l'Ouest, il ne pouvait guère de ce fait avoir la dimension d'une fête nationale – même si l'événement en avait le format.

Dans ce dossier, les deux articles de Jean Mortier et Jacques Poumet permettent de mesurer 25 ans après la chute du Mur le chemin parcouru vers la reconnaissance d'un art est-allemand trop souvent ignoré et malmené à l'Ouest où l'on ne voulait guère connaître que le « réalisme socialiste ». Pourtant les connaisseurs, amateurs de rendez-vous plus ou moins clandestins et de galeries plus ou moins tolérées, savaient qu'il y avait un art qui, pour n'être pas affiché, n'en existait pas moins entre *underground* et cercles intimes. J. Mortier montre comment, à côté de l'art pompier qui célébrait, selon la doctrine officielle, le mur comme « le rempart antifasciste », il y eut chez de nombreux artistes de RDA des représentations du mur qui disaient leur douleur de la séparation et exprimait le degré de la blessure. La contribution de J. Poumet sur ce qu'il reste aujourd'hui de

1. Cf. R. Jessen, « La révolution est-allemande de 1989 comme « lieu de mémoire » allemand » in AA, No 191/janvier-mars 2010.

la « querelle des images » est de nature à montrer que l'art est-allemand mérite d'être reconnu et participe de l'art en Allemagne. Un grand pas est accompli quand on commence à penser non plus « l'art de RDA », inévitablement d'État, mais « l'art en RDA » sans mêler constamment le politique et l'esthétique. Cette évolution est à l'exemple de l'évolution des mentalités à l'Est et à l'Ouest où on n'a cessé de dire, pour le vingt-cinquième anniversaire de la chute du mur, que l'unification, malgré les insuffisances qui subsistent, est non seulement politiquement mais aussi économiquement une réussite.

La réussite de l'unification

L'institut de recherche économique, domicilié à Berlin, le *Deutsches Institut für Wirtschaftsforschung (DIW)*, connu pour son autonomie de jugement, constatait la veille du 3 octobre 2014 dans son rapport hebdomadaire que l'unification économique de l'Allemagne était un succès « malgré les disparités nettes qui subsistent entre l'Est et l'Ouest dans de nombreux domaines » comme la performance économique, mesuré en pourcentage du PIB par habitant, qui n'atteint encore à l'Est que 71 % de l'Ouest, la productivité 79 %, les revenus 83 %. En matière de fortune, particulièrement de biens immobiliers, les Allemands de l'Est n'en disposent que pour 44 % de ce que possèdent les Allemands de l'Ouest. Pour ce qui est du chômage, il continue d'être plus élevé à l'Est - où il atteignait en avril 2014 890 000 personnes, soit un taux de 10,2 % - contre 2,16 millions de chômeurs à l'Ouest, soit un taux de 6,2 %. Le taux est-allemand est d'autant plus élevé que la population a diminué en Allemagne de l'Est de façon notable depuis l'unification. L'institut de recherche berlinois confirme que dans quelques domaines, aujourd'hui bien cernés par les médias, comme les structures d'accueil pour les enfants, le taux d'emploi (75 % des femmes à l'Est travaillent à temps plein ou partiel contre 70 % à l'Ouest) et la durée d'emploi des femmes, ce faisant leur niveau de retraite, l'avantage était à l'Est. Le DIW note également que si à l'Est

les Allemands continuent de ne pas être satisfaits de leurs revenus et de leurs conditions de vie, « leur satisfaction moyenne n'a jamais été aussi élevée depuis 1990 ». Tout reste donc relatif, mais tout évoluerait plutôt dans le bon sens. La réindustrialisation de l'Allemagne de l'Est serait même une réussite puisque, pour être encore nettement inférieure à celle de l'Ouest, elle n'en placerait pas moins les nouveaux Länder dans la moyenne européenne, devant... – on n'ose pas le proclamer trop fort ! – la France, l'Espagne et la Grande-Bretagne !²

Le prix à payer pour la mise à niveau des Länder de l'Est reste élevé : le solde des transferts Ouest-Est, après retenue de 1,6 billion d'euros retournés à l'Ouest, s'élève, 25 ans après l'unification, à 2 billions d'euros. Dans l'Allemagne unifiée, on ne peut sans doute pas encore parlé de « conditions de vie semblables » (*gleichwertige Lebensverhältnisse*) à l'Est et à l'Ouest comme le voudrait la Loi fondamentale selon la formule adoptée en 1994 ; le fait que l'on continue d'ailleurs de procéder à une comparaison Est-Ouest est un peu la preuve qu'il reste encore à faire, ce qui explique que les Länder de l'Est attendent que l'impôt de solidarité (le fameux *Soli* qui, à l'origine, devait être un prélèvement temporaire) continue d'être levé par la Fédération pour leur venir en aide. Pourtant, on se doit de constater qu'en 25 ans des progrès considérables ont été accomplis : dans les faits, moins au niveau des mentalités qui, elles, ne suivent encore qu'imparfaitement, mais la satisfaction semble l'emporter désormais sur une amertume induite par les attentes excessives provoquées en son temps par l'unification.

- Jérôme VAILLANT -

2. Voir <<http://www.diw.de/sixcms/detail.php/483768>>, voir aussi les pages consacrées à la question par la *Bundeszentrale für politische Bildung* : <<http://www.bpb.de/politik/innenpolitik/arbeitsmarktpolitik/55390/25-jahre-deutsche-einheit?p=all>>.